

COMPTE A TERME + Pro Progressif 18 mois AVEC PREAVIS Conditions de fonctionnement

Société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable, régie par les articles L512-2 et suivants et du Code Monétaire et Financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires et aux établissements de crédit - Siren 605 520 071 RCS Lyon - APE 6419 Z - Intermédiaire d'assurance N° ORIAS : 07006015- Siège social : 4, boulevard Eugène Deruelle – 69003 LYON. N° TVA intracommunautaire : FR 00 605 520 071

Le titulaire demande l'ouverture d'un compte à terme selon les conditions ci-après énoncées.

Article 1. Titulaire du compte à terme

Ce compte à terme à taux progressif entreprise peut être ouvert à titre professionnel soit au nom d'une personne morale, soit au nom d'une personne physique.

Article 2. Objet du compte à terme

Le compte à terme ouvert dans le cadre du présent contrat est un compte rémunéré sur lequel les fonds déposés par le souscripteur restent bloqués pendant la durée mentionnée aux conditions contractuelles.

Article 3. Fonctionnement du compte à terme

Le compte à terme ne peut enregistrer qu'une opération de crédit lors de son ouverture et une opération de débit lors de sa clôture. Les versements complémentaires sur le compte à terme ne sont pas autorisés.

Article 4. Montants

Les montants minimum et maximum de souscription du compte à terme sont mentionnés aux conditions contractuelles.

Article 5. Durée

Le compte à terme est ouvert pour la durée prévue aux conditions contractuelles. A la date d'échéance ou en cas de résiliation anticipée, le compte à terme est automatiquement clôturé. Les sommes placées et les éventuels intérêts produits seront restitués au titulaire et versés sur le compte de dépôt indiqué aux conditions contractuelles.

Résiliation anticipée :

• A l'initiative du Client :

Durant la Période de Dépôt, le Client pourra, à tout moment, demander la résiliation anticipée du contrat de compte à terme et la restitution intégrale de son dépôt. Cette résiliation prendra effet à l'expiration d'un délai de 32 jours à compter de la présentation de la demande du Client à la Banque.

La Banque attire toutefois l'attention du Client sur les conséquences de cette résiliation anticipée sur les conditions de rémunération, comme indiqué à l'article 6 ci-dessous. La demande de résiliation anticipée pourra être faite :

- à l'agence, par signature du formulaire approprié par le Client,
- ou par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à son agence Banque Populaire, en précisant les références du compte à terme concerné par la demande.

• A l'initiative de la Banque :

Il est expressément convenu que la Banque pourra également prendre l'initiative d'une résiliation anticipée du contrat de compte à terme dans les cas suivants :

- Clôture par le Client du Compte de dépôt ouvert dans les livres de la Banque,
- Clôture du Compte à terme à l'initiative de la Banque suite au non-respect par le Client de l'une de ses obligations contractuelles ou à un comportement frauduleux ou contraire à la loi.

Les conséquences de cette résiliation anticipée sur la rémunération sont précisées à l'article 6 ci-dessous.

Article 6. Rémunération et périodicité de versement des intérêts

Le compte à terme produit des intérêts à compter de son ouverture et jusqu'à sa clôture, au taux nominal brut mentionné aux conditions contractuelles. Le taux de rémunération mentionné aux conditions contractuelles s'entend avant application de tous les prélèvements fiscaux et sociaux en vigueur.

Le taux de rémunération progresse chaque trimestre. Le taux nominal trimestriel brut appliqué pour chacun des trimestres est indiqué aux conditions contractuelles, ainsi que le taux actuariel brut de l'ensemble de la période de placement. Les intérêts sont versés chaque trimestre, et calculés au taux nominal du trimestre en cours. Ils sont versés sur le compte courant mentionné aux conditions contractuelles.

Le remboursement avant l'échéance prévue aux conditions contractuelles est possible mais sera forcément total, et entraînera la clôture du produit.

Dans ce cas, les conditions de rémunération initialement prévues seront modifiées de la façon suivante :

- En cas de retrait au cours du premier trimestre, les intérêts seront calculés au taux du premier trimestre.
- En cas de retrait à partir du deuxième trimestre, le taux appliqué sera celui du trimestre de remboursement pour la période allant de l'échéance du trimestre précédent la clôture à la date de retrait.

Le remboursement avant l'échéance peut entraîner la perception par la banque d'une pénalité prévue aux conditions contractuelles.

Dans ce cas, le Client autorise irrévocablement la Banque à prélever le montant de la pénalité sur tout compte ouvert à son nom dans les livres de la Banque.

Si la résiliation intervient au cours d'une année, la pénalité sera calculée sur l'année entière.

Calcul des intérêts sur l'année de la résiliation anticipée : les intérêts seront calculés au Taux Contractuel jusqu'à la date de remboursement du dépôt. Le jour de remboursement du dépôt ne sera pas pris en compte pour le calcul des intérêts.

Article 7. Option fiscale et modification de l'option fiscale

Le souscripteur est assujéti aux dispositions fiscales qui sont en vigueur pendant toute la durée du contrat. Par fiscalité, on entend tous impôts, prélèvements sociaux, et divers acomptes, prélèvements, contributions, droits ou taxes. Ces dispositions à caractère légal ou réglementaire sont susceptibles de modification à l'initiative des Pouvoirs Publics. Elles peuvent être consultées à tout moment sur le site internet de l'Administration fiscale. La banque pourra également mettre à disposition une information disponible en agence ou sur son site internet.

Lorsque les modalités de l'imposition donnent lieu à une option, celle-ci doit être exprimée par écrit auprès de la banque, par le titulaire ou le(s) représentant(s) légal (légaux), dans les délais requis.

Les intérêts sont :

- soit assujétis à l'impôt sur le revenu (et dans ce cas doivent faire l'objet d'une déclaration à l'initiative du client) ;
- soit assujétis à l'impôt sur les sociétés si le Client est une personne morale soumise à cet impôt (et dans ce cas doivent faire l'objet d'une déclaration à l'initiative du client).

Article 8. Démarchage –Vente à distance

Le présent contrat entre en vigueur dès signature par les parties. Si vous avez été démarché(e) en vue de sa souscription ou s'il a été conclu à distance dans les conditions prévues par les articles L 341-1 et suivants et L 343-1 et suivants du Code monétaire et financier et même si l'exécution de ce contrat a commencé avant l'expiration du délai de rétractation, vous êtes informé(e) de la possibilité de revenir sur votre engagement. Conformément aux articles L341-16 du code monétaire et financier et L112-9 du code des assurances (en cas de démarchage) , ou L 222-7 à L 222-17 du code de la consommation et L112-2-1 du code des assurances (en cas de conclusion du contrat à distance), ce droit de rétractation peut être exercé dans un délai de quatorze (14) jours calendaires révolus à compter de la conclusion du contrat en adressant un courrier recommandé avec avis de réception à la Banque Populaire. Le modèle de courrier suivant peut être utilisé : « Je soussigné (Nom, prénom), demeurant à (Adresse), déclare renoncer au contrat (Références du contrat) que j'ai souscrit le, auprès de la

Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes - Fait à (Lieu) le (Date) et signature ».

Conformément à l'article L. 223-2 du Code de la consommation, le client est informé qu'il peut s'inscrire sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique. Toutefois, malgré cette inscription, le client peut être démarché dès lors qu'il existe des relations contractuelles antérieures.

Article 9. Réclamations – Médiation

Les clients peuvent émettre leur réclamation auprès de leur agence ou du service réclamations par courrier 4 boulevard Eugène Deruelle 69003 Lyon 04 78 95 57 20

La Banque a désigné un médiateur chargé de recommander des solutions aux litiges avec toute personne physique n'agissant pas pour des besoins professionnels, relatifs aux services fournis et aux contrats conclus en matière d'opérations de banque (gestion du compte de dépôt, opérations de crédit...), de services de paiement, de services d'investissement, d'instruments financiers et de produits d'épargne distribués par la Banque. Son champ d'action exclut :

- les litiges relatifs à la politique commerciale de la Banque (par exemple : décision de distribuer ou non un produit ou un service bancaire, liberté de contracter ou de rompre une relation contractuelle, liberté de tarification...),
- les litiges résultant des performances des produits liées aux évolutions des marchés financiers,
- les litiges ne relevant pas de la commercialisation des contrats d'assurance directement liés à un produit ou à un service bancaire distribués par la Banque (Assurance emprunteur, assurance des moyens de paiement, instrument financier, produit d'épargne...).

L'issue de la médiation intervient, au plus tard, dans un délai de quatre vingt dix jours à compter de la date de la notification mentionnée à l'article R612-2. Le médiateur peut prolonger ce délai à tout moment, en cas de litige complexe. Il en avise immédiatement les parties. La saisine du médiateur suspend la prescription pendant le délai qui lui est imparti pour formuler ses recommandations.

L'adresse du médiateur est : Monsieur le médiateur de la Banque Populaire - 4 boulevard Eugène Deruelle 69003 LYON - Site du médiateur après ouverture au public : www.sitedumediateur.fr/banquepopulaire/auvergnerrhonealpes

Si les parties décident de suivre l'avis exprimé par le médiateur, elles le formalisent, entre elles, par la signature d'un accord amiable mettant fin au litige. Cet accord pourra revêtir la forme d'une transaction au sens de l'article 2044 du Code civil.

Ni la Banque, ni le Client ne sont tenus de proposer ou demander la saisine du médiateur avant toute action judiciaire. Par ailleurs, la Banque ou le Client, que la décision du médiateur ne satisfait pas, peut saisir la juridiction compétente à l'issue de la procédure de médiation.

Article 10. Secret Professionnel

La Banque est tenue au secret professionnel, conformément à l'article L. 511-33 du code monétaire et financier.

Cependant, le secret est levé en vertu de dispositions légales, notamment à l'égard de l'administration fiscale et des douanes, de la Banque de France (Fichier Central des Chèques, Fichier des Incidents de remboursement de Crédit aux Particuliers, par exemple), des organismes de sécurité sociale (dans les conditions prévues par les articles L 114-19 à L 114-21 du code de la sécurité sociale) et de l'Autorité de contrôle prudentiel. Le secret ne peut être opposé à l'autorité judiciaire agissant :

dans le cadre d'une procédure pénale, ainsi que dans le cadre d'une procédure civile lorsqu'un texte spécifique le prévoit expressément.

Conformément à l'article L 511-33 du code monétaire et financier, la Banque peut partager des informations confidentielles concernant le client, notamment dans le cadre des opérations énoncées ci-après :

- avec les entreprises qui assurent ou garantissent les crédits de ses clients (entreprises d'assurances, sociétés de caution mutuelle, par exemple),
- avec des entreprises de recouvrement,

- avec des tiers (prestataires, sous-traitants, ...) en vue de leur confier des fonctions opérationnelles (par exemple, pour la gestion des cartes bancaires, ou la fabrication de chèques)

- lors de l'étude ou l'élaboration de tous types de contrats ou d'opérations concernant ses clients, dès lors que ces entités appartiennent au même groupe que la Banque (BPCE, Banques populaires, ...).

Les personnes recevant des informations couvertes par le secret professionnel, qui leur ont été fournies pour les besoins d'une des opérations ci-dessus énoncées, doivent les conserver confidentielles, que l'opération susvisée aboutisse ou non. Toutefois, dans l'hypothèse où l'opération susvisée aboutit, ces personnes peuvent à leur tour communiquer les informations couvertes par le secret professionnel dans les mêmes conditions que celles visées au présent article aux personnes avec lesquelles elles négocient, concluent ou exécutent les opérations énoncées ci-dessus.

Le client peut aussi indiquer par écrit les tiers auxquels la Banque sera autorisée à fournir les informations le concernant qu'il mentionnera expressément.

Article 11. Informatique et Libertés

Dans le cadre de la relation bancaire, la Banque est amenée à recueillir des données à caractère personnel concernant le client, le cas échéant, le représentant légal, le mandataire et à les traiter notamment en mémoire informatisée selon les dispositions de la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée. Les données à caractère personnel ainsi recueillies sont obligatoires et ont pour principales finalités la tenue et la gestion du (des) compte(s), ainsi que la gestion de la relation bancaire, la gestion du risque, la gestion et la prévention du surendettement, la gestion des incivilités, le respect de ses obligations légales ou réglementaires, les études statistiques et la fiabilisation des données, le contrôle et la surveillance lié au contrôle interne auquel est soumis la Banque, l'octroi de crédit, les analyses, les études, le pilotage de l'activité bancaire, le reporting, l'historisation des données pour garantir la piste d'audit, la sécurité et la prévention des impayés et de la fraude, le recouvrement, le contentieux, la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, l'échange automatique d'informations relatif aux comptes en matière fiscale, la classification, la segmentation à des fins réglementaires et/ou commerciales, la sélection et le ciblage de la clientèle, la prospection et l'animation commerciale, la communication et le marketing.

Le refus par le titulaire/représentant légal/mandataire de communiquer tout ou partie de ses données peut entraîner le rejet de la demande.

Elles sont destinées, de même que celles qui seront recueillies ultérieurement, à la Banque responsable de traitement. Certaines données peuvent être adressées à des tiers pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires.

La Banque est tenue au secret professionnel à l'égard de ces données. Toutefois, la Banque est autorisée par le titulaire/représentant légal/mandataire à communiquer les données le concernant dans les conditions prévues aux présentes Conditions Générales.

Les données à caractère personnel (informations nominatives) que le Client a transmises à la Banque conformément aux finalités convenues peuvent, à l'occasion de diverses opérations, faire l'objet d'un transfert dans un pays de l'Union Européenne ou hors Union Européenne.

Dans le cadre d'un transfert vers un pays hors Union Européenne, des règles assurant la protection et la sécurité de ces informations ont été mises en place. Le Client peut en prendre connaissance en consultant la notice d'information accessible sur le site Internet de la Fédération Bancaire Française : www.fbf.fr.

Ces données peuvent être communiquées, à leur requête, aux organismes officiels et aux autorités administratives ou judiciaires habilités, notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux ou de la lutte contre le financement du terrorisme. Pour ces mêmes raisons, en vertu du Règlement CE/1781 du 15 novembre 2006, en cas de virement de fonds, certaines des données doivent être transmises à la banque du bénéficiaire du virement située dans un pays de l'Union européenne ou hors Union européenne.

Le titulaire/représentant légal/mandataire disposent d'un droit d'accès et de rectification s'agissant de leurs données ainsi que d'un droit d'opposition au traitement de ces données pour motifs légitimes. Ils peuvent également s'opposer sans frais à ce que ces données fassent l'objet d'un traitement à des fins de prospection notamment commerciale.

Ces droits peuvent être exercés par courrier accompagné d'une copie de tout document d'identité signé par le demandeur auprès de La Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes, en s'adressant au Service Réclamations 4 boulevard Eugène Deruelle 69003 LYON

Article 12. Garantie des dépôts

Les dépôts espèces recueillis par la Banque, les titres conservés par elle, certaines cautions qu'elle délivre au Client, sont couverts par des mécanismes de garanties gérés par le Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution dans les conditions et selon les modalités définies par l'article L 312-4 et les suivants du Code monétaire et financier, et les textes d'application. Conformément à l'article L 312-15 du Code monétaire et financier et à l'article 14 de l'arrêté du 27 octobre 2015 relatif à la mise en œuvre de la garantie des dépôts, la Banque peut être amenée à transmettre, à la demande expresse du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution, dans le cadre de la préparation ou de l'exécution de sa mission, des informations nominatives ou chiffrées concernant le Client.

Ces modalités font l'objet d'un dépliant que le Client peut demander auprès du « Service Réclamations » de la Banque ou auprès du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution - 65, rue de la Victoire - 75009 Paris (www.garantiedesdepots.fr) ou consulter sur le site Internet de la Banque ou du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution. »